

Table des matières

1. [Québec et Canada](#)
2. [Accaparement des terres](#)
3. [Initiatives politiques et expériences locales](#)
4. [Alertes, résistances et mouvements sociaux](#)
5. [Pour aller plus loin](#)

1. QUEBEC ET CANADA

Pour le droit de chaque pays d'étiqueter les aliments contenant des OGM

Une importante réunion du Codex Alimentarius a eu lieu à Québec du 3 au 7 mai 2010. Il y a été notamment question des normes internationales sur l'étiquetage des aliments contenant des OGM. La position du Canada et des États-Unis a eu pour effet d'empêcher la conclusion d'un accord et les discussions sont, encore une fois, repoussées à une prochaine rencontre.

[Lire la suite](#) et participer à la campagne de protestation.

Terres agricoles : une menace agricole exagérée, dit Desjardins

Les craintes soulevées par la possible vente massive de terres agricoles du Québec à des intérêts chinois sont exagérées selon une étude du Mouvement Desjardins. «Depuis les reportages sur le sujet, on n'arrive pas à voir s'il y a eu une transaction d'importance. Dans les faits, personne ne peut prétendre avoir vu la vente de terres agricoles à des intérêts chinois jusqu'à ce jour», a affirmé, mardi, au Soleil, l'économiste principale chez Desjardins, Joëlle Noreau.

[Lire la suite](#)

Goar: Good ideas, little sustenance, in Liberal food policy

The national food policy announced by Liberal Leader Michael Ignatieff last week contained the seeds of a sensible plan to link Canada's struggling farmers to consumers who want healthy food. But it will take more work, more money and more boldness to turn his underdeveloped proposals into "Canada's first comprehensive national food policy."

[Lire la suite](#) et une [synthèse](#) du projet libéral

HAUT DE PAGE

2. ACCAPAREMENT DES TERRES

Dangerous initiative by the World Bank to control land grabbing

Nnimmo Bassey from Nigeria said that these principles legitimize a new form of colonialism with grave dangers for millions of local livelihoods and the environment.

WB's seven principles are seven deadly sins of global landgrabbing and against farmers' interests

The Asian Peasant Coalition and Peasant Movement of the Philippines slam World Bank's "seven principles".

[Bunge to acquire land in Brazil](#)

Bunge Limited, a premier global agribusiness and food company in the US, has recently announced plans to acquire 25,000 acres in Sao Paulo, Brazil, from the local firm Acucar Guarani to grow cane for its sugar and ethanol mills.

Hyundai Co. aims to purchase 10,000 ha farmland in Brazil

South Korea's Hyundai Corporation is focusing on purchasing farmland in Brazil, [according to a Brazilian daily newspaper Folha de Sao Paulo](#) on May 9. The newspaper reported that Hyundai, in an effort to purchase farmland, had meetings with officials of the state government and it has plans to cultivate soybeans in the farmland and export to South Korea.

Ghana presents \$700mn investment proposals to Qatar food firm

Ghana Investment Promotion Centre is seeking investments from Qatar to the tune of \$700mn, including a major deal with Hassad Food

Turning African farmland over to big business: The US's Millennium Challenge Corporation

MCC is playing a key role in commodifying Africa's farmlands

Morocco to lease 30,000 hectares of farms per year

Morocco plans to lease 30,000 ha of farmland per year to improve yields, satisfy growing national demand and boost export sales, its agriculture minister said on Thursday.

Saudia Arabia eyes US for ag investing, contracts

Saudi Arabian investors are looking to expand their agricultural investments in the United States to secure long-term food supply because of water shortages in the desert kingdom, Saudi officials said on Thursday.

Food and water drive Africa land grab

As African leaders, many out to line their own pockets, sign away their people's land to foreigners, the continent's people face not having enough food to eat.

Senator seeks investment from Qatar in Australia

Qatar's sovereign wealth fund agricultural company launched Hassad Australia last year, aimed at ensuring that livestock and grain needs for Qatar, from Australian farmland, are met.

Saudi Arabia's quest for "food security"

Saudi Arabia is attempting to strengthen its position in what seems certain to be a growing competition for food among the nations of the Middle East.

HAUT DE PAGE

3. INITIATIVES POLITIQUES ET EXPERIENCES LOCALES

Cleveland adopts local food incentives

Today's Cleveland-Cuyahoga Food Policy Coalition meeting shed light on Cleveland's new policy to attract and create local, sustainable business. New legislation allows the city to offer a 5% discount to local food businesses bidding for city contracts.

[Lire la suite](#)

Un nouvel élan pour la sécurité alimentaire: l'UE s'attaque à la faim dans les pays en développement

La Commission européenne a adopté ce jour deux nouveaux cadres stratégiques de l'UE pour aider les pays en développement à faire face au problème de la sécurité alimentaire, que ce soit dans les situations d'urgence ou à long terme. L'objectif est de progresser dans la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement lié à l'éradication de la pauvreté et de la faim (OMD 1) et d'optimiser l'efficacité de l'aide humanitaire dans les situations de crise où l'insécurité alimentaire met des vies en péril.

[Lire la suite...](#)

L'Etat sauvegardera les terres agricoles et luttera contre la spéculation (Algérie)

Concession des terres agricoles, régulation du marché, aide à l'emploi de jeunes et marchés de gré à gré entre des établissements publics et des entreprises étatiques. Ce sont les thèmes importants traités, hier, par un Conseil des ministres, le premier depuis cinq mois. Très attendue, la loi sur l'exploitation des terres agricoles vient d'être adoptée par le Conseil des ministres.

[Lire la suite](#)

La concession de 40 ans comme régime d'exploitation (Algérie)

En complément à la loi d'orientation agricole promulguée en 2009, le Conseil des ministres a adopté hier le projet de loi fixant les conditions et modalités d'exploitation de terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat. Examiné par le conseil de gouvernement en avril dernier, ledit projet a donc eu l'aval du Conseil des ministres présidé par le chef de l'Etat, Abdelaziz Bouteflika, qui souligné «la priorité de préserver la propriété de l'Etat sur les terres agricoles publiques».

[Lire la suite](#)

Traditional Farmer Knowledge Leads Cuba to Organic Revolution

At the peak of Cuba's "Special Period," the time after the Soviet Union's collapse brought the import-reliant island's economy to a halt, President Fidel Castro realized that domestic ingenuity was the only hope for a timely turnaround. As food producers struggled to feed an increasingly famished and angry nation, Castro made a phone call to Humberto Ríos Labrada, a young researcher who was searching for more efficient crop seeds.

[Lire la suite](#)

What the Kerry-Lieberman climate bill means for farmers

Thus far the majority of analysis of the Kerry-Lieberman climate bill has focused on the energy components of the bill, including an extension of nuclear power, "clean coal" from carbon storage and sequestration, and offshore drilling expansion. The bill also provides unprecedented programs for agriculture and food systems in the U.S. and internationally. Unfortunately, while the bill contains strong language promoting sustainable agriculture, it also offers support for troubling agricultural practices that have yet to significantly prove their capacity to reduce emissions.

[Lire la suite](#)

Mise en œuvre du droit à l'alimentation : quels progrès ?

Deux ans après sa prise de fonction en tant que Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter revient sur les progrès réalisés par plusieurs États dans la mise en œuvre du droit à l'alimentation au niveau national.

Sa note d'information met en lumière des initiatives concrètes prises par des pays comme l'Afrique du Sud, le Brésil, le Mozambique, l'Inde ou le Népal.

Lire la note *Combattre la faim par le biais du droit à l'alimentation* et *Cinq propositions pour une véritable intégration du droit à l'alimentation*

Entente foncière à Maghama, Mauritanie : réseaux sociopolitiques et accès équitable à la terre

Sommaire du document :

Entente foncière

La question foncière dans la vallée du fleuve Sénégal
L'entente foncière
La répartition "flexible" par les détenteurs du pouvoir de répartition
Le ciblage des bénéficiaires
La mise en œuvre de l'entente foncière
L'impact de l'entente
Le [rapport](#) en pdf

Assurance agricole : Petits pas des exploitants vers la couverture des risques

Le fatalisme laisse peu à peu place à la prise de conscience des agriculteurs, relativement à certains sinistres (sécheresse, inondations) préjudiciables aux récoltes. L'assurance agricole fait son chemin. Un autre mécanisme, dit assurance indicelle veut également accompagner les exploitants vers la sécurisation des récoltes.

[Lire la suite](#)

Comment les exploitations familiales peuvent-elles nourrir le Sénégal?

Synthèse des résultats de la première étape d'une étude de la Fédération des ONG du Sénégal (FONGS) sur la productivité globale des exploitations familiales (EF) agricoles au Sénégal, des perspectives pour la poursuite d'une réflexion et du rôle que sont appelées à jouer les organisations de producteurs.

Le [document](#) en pdf ou une [synthèse](#)

[HAUT DE PAGE](#)

4. ALERTES, RESISTANCES ET MOUVEMENTS SOCIAUX

La certification « agriculture biologique » ou « commerce équitable » : un marché au détriment de la biodiversité et des droits de l'Homme.

Depuis plusieurs années, les gouvernements se déchargent de plus en plus sur des organismes privés des missions qui sont normalement les siennes, notamment pour le respect de la législation en matière de consommation. Ces organismes de certification, positionnés sur l'agriculture biologique et le commerce équitable, sont les reflets du désengagement des gouvernements de la sphère économique et sociale.

[Lire la suite](#)

L'huile de palme bio ou le massacre à l'éthiquette

Au nom de la réduction des coûts de production, l'huile de palme, l'huile la moins chère du monde, n'a pas épargné le petit monde de la bio, que ce soit pour l'alimentation ou la cosmétique.

En France, cette invasion est légitimée par Ecocert qui certifie que cette huile produite dans le nord de la Colombie respecte l'environnement et les droits des paysans. Mais la réalité est tout autre. Que ce soit d'un point de vue social ou écologique, les pratiques de l'entreprise produisant cette huile de palme sont en tous points similaires à celles des autres planteurs de palmiers à huile de Colombie : en témoigne son implication dans la conversion radicale des terres agricoles dont cette communauté paysanne a été dépossédée, le tout avec la complicité du gouvernement colombien.

[Lire l'article](#) et voir [un exemple](#) de la manière dont les compagnies de culture de la palme acquièrent des terres de manière frauduleuse et violente en Colombie.

Global biofuel drive raises risk of eviction for african farmers

African farmers risk being forced from their lands by investors or government projects as global demand for biofuels encourages changes in crop cultivation.

[Lire la suite](#)

Mêmes causes, mêmes effets

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Des pluies capricieuses, une pénurie d'eau dans les champs, un déficit fourrager pour les troupeaux... Et c'est toute la région sahélienne qui est de nouveau menacée par une crise alimentaire. Comme en 2005, lorsque la période de soudure s'était transformée en drame humanitaire au Niger. Les besoins pour ce seul pays ont été évalués par les agences des Nations unies et les ONG à 190 millions de dollars.

[Lire la suite](#)

The reconquest of recuperated land in Chiapas

The former plantation, or finca, was claimed by indigenous rebels belonging to the Zapatista National Liberation Army (EZLN) during their January 1994 Uprising. The rust and turquoise building was just one end of the plantation owner's jungle mansion, now used as a grocery warehouse by the Zapatistas of San Manuel autonomous county. A new farming community called Nueva Arena has been established on the land. The Zapatistas refer to the land claimed in 1994 as "recuperated land." Chiapas NGOs estimate that campesinos from several organizations recuperated between 250,000 and 300,000 hectares of land in 1994. That translates into somewhere between 600,000 and 750,000 acres of recuperated land.

[Lire la suite](#)

Emergency Food Production in Haiti

A paper by Mervyn Claxton (Trinidad and Tobago) a consultant and former international civil servant with UNESCO who has written widely on the subject of Culture and Development, supporting the critique by the Haitian Platform to Advocate Alternative Development (PAPDA) of the Haitian Government's Emergency Food Production programme. PAPDA is correct, he says: the programme will worsen the very problems it is supposed to address.

[Lire l'article](#)

Rwanda : les agriculteurs produisent plus mais mangent plus mal

(Syfia Grands Lacs/Rwanda) Les récoltes de maïs sont très abondantes au Rwanda depuis la mise en place de la nouvelle politique agricole mais les agriculteurs n'arrivent pas à les vendre à un prix rémunérateur pour acheter de la nourriture.

[Lire la suite](#)

Take Action: Food Sovereignty Threatened by Proposed US Legislation

As early as next week, the US Senate could vote on legislation with tremendous consequences for farmers and small producers across the globe. The Lugar-Casey Global Food Security Act, also known as S. 384, aims to increase US foreign assistance for agricultural research and production and represents the biggest US agricultural aid initiative in more than half a century.

However, this ostensibly laudable effort is deeply flawed by a clause which specifically mandates research on genetically engineered (GE) crops.

[Lire la suite](#) et participer à la campagne de protestation

Pour un arrêt immédiat de l'accaparement de terres!!

En réponse à la nouvelle vague d'accaparements de terres, par laquelle des états et des investisseurs privés, de Citadel Capital à Goldman Sachs, louent ou achètent des dizaines de millions d'hectares de bonnes terres agricoles en Asie, Afrique et Amérique Latine pour produire de la nourriture ou des agrocombustibles, la Banque mondiale (BM) est en train de promouvoir un ensemble de sept principes afin d'assurer le succès de ces investissements.

Des dizaines d'organisations à travers le monde disent NON aux principes promus par la Banque mondiale en vue d'investissements « responsables » de la part des entreprises agro-alimentaires.

L'article [ici](#).

Après Copenhague, Cochabamba comme alternative ?

Convoquée par Evo Morales, suite à l'échec de la Conférence des Nations-unies sur le climat à Copenhague, préalablement à celle de Cancun (Mexique) en décembre 2010, cette conférence se tint à Cochabamba, ville restée célèbre pour son combat contre la privatisation de l'eau en 1990. Un accord boiteux avait été conclu à Copenhague et imposé par quelques grands pays, un certain nombre d'entre eux, dont la Bolivie et l'Equateur, ayant refusé de le signer.

[Lire la suite](#)

Hands Off Mother Earth! (H.O.M.E.)

The [HOME campaign](#) was launched in April 2010 at [The World People's Conference on Climate Change and the Rights of Mother Earth](#) in Cochabamba Bolivia by a coalition of international civil society groups, indigenous peoples organizations and social movements, to protest geoeengineering experiments proposed as solutions to climate change.

Dublin : encore de la poudre aux yeux de la société civile!

L'Equipe Spéciale de Haut Niveau des Nations Unies sur la crise de la sécurité alimentaire mondiale (HLTF - High level Task Force) organise les 17 et 18 mai prochain à Dublin (Irlande) une réunion de consultation de la société civile pour actualiser le document qu'elle a produit en juillet 2008 appelé "Cadre Global d'Action" (CGA). Ce rapport regroupe un ensemble d'actions préconisées à court, moyen et long terme pour que les gouvernements et les agences multilatérales des Nations Unies et du système de Bretton Wood apportent, selon les termes de Ban Ki Moon, « une réponse cohérente et coordonnée à la crise alimentaire mondiale ». A court terme, il s'agit d'améliorer l'accès à l'alimentation des populations les plus vulnérables et à plus long terme d'éviter que de nouvelles situations d'insécurité alimentaire se reproduisent.

[Lire la suite](#)

Les agriculteurs de la Vía Campesina se mobilisent à Madrid contre l'agenda néolibéral de l'UE !

Les agriculteurs de la Vía Campesina se mobilisent à Madrid contre l'agenda néolibéral de l'UE !

Des représentants européens et sud-américains de Vía Campesina ont participé aux manifestations organisées le dimanche 16 Mai à Madrid. Ils ont exigé que les 60 chefs d'Etats d'Europe et d'Amérique Latine présents abandonnent les négociations ayant pour but de finaliser les accords de libre commerce entre leurs pays et l'UE. Les seuls bénéficiaires de tels accords sont les mêmes multinationales et investisseurs étrangers qui sont les responsables de la crise économique, sociale et environnementale actuelle.

[Lire la suite](#)

[HAUT DE PAGE](#)

5. POUR ALLER PLUS LOIN

L'accaparement des terres : La course aux terres aggrave la faim dans le monde

Pour télécharger le document complet (3 Mb), cliquez [ici](#)

Table des matières

Introduction

La soif de terres aggrave la faim dans le monde

L'accaparement des terres viole le droit à l'alimentation

L'accaparement des terres et les changements climatiques

Un cercle vicieux

Accaparement des terres et flux financiers internationaux

L'implication du secteur financier suisse

Addax Bioenergy en Sierra Leone

Exemples et partenaires

Spéculation foncière au Bénin au détriment des plus démunis

GRAIN – des travaux de pionnier contre l'accaparement des terres

La communauté internationale

Etat des lieux des tentatives de réglementation sur le plan international

Bilan et perspectives

« Situation gagnant-gagnant » ou exploitation unilatérale ?

How export-focused agriculture has failed everyone it was meant to help

A recent [Washington Post article](#) documented the stark reality of Haiti's non-existent agricultural infrastructure:

Decades of inexpensive imports --especially rice from the U.S. -- punctuated with abundant aid in various crises have destroyed local agriculture and left impoverished countries such as Haiti unable to feed themselves.

[Lire la suite](#)

Le Millennium Challenge Corporation américain : l'Afrique livrée au big business

Quand les puissances européennes envahirent l'Afrique, elles apportèrent leur propre système de propriété privée. Les lois ont été ensuite établies à partir de ces systèmes afin de justifier, de garantir et de faciliter la façon dont les nouveaux venus s'emparaient des terres appartenant aux communautés locales. Mais ces lois ne furent quasiment jamais appliquées ou respectées au-delà des limites des fermes et des plantations européennes.

[Lire la suite](#)

La geopolítica de la cuestión agraria mundial

La cuestión agraria es, antes que otras implicaciones, un problema territorial. El agronegocio y la agricultura campesina disputan territorios en casi todo el mundo. La producción de agrocombustibles intensificó esta disputa y creó problemas de abastecimiento de alimentos. La búsqueda de nuevos territorios para la expansión de la agricultura tiene hoy una nueva característica. Empresas y gobiernos de diversos países están arrendando y

comprando gigantescas áreas de terras en otros países.

[Lire la suite](#)

Rapport du séminaire : Peut-on concevoir une politique agricole efficace qui ne soit pas fondamentalement basée sur la régulation des marchés ?

Table des matières :

Evolution des structures agraires et des rapports institutionnels et politiques dans l'UE : où en sommes-nous ?

Les objectifs historiques de la PAC sont-ils encore conformes aux attentes de la société ?

De quelle PAC les institutions européennes vont-elles convenir ?

Peut-on rencontrer les objectifs de la PAC sans régulation des marchés ?

Un nécessaire retour à la régulation des marchés agroalimentaires

Les nouveaux instruments en question

Les aides directes en question

Parution du [Courrier de la planète](#) consacré au thème *Sécurité alimentaire : au-delà de l'urgence*

Sécurité alimentaire et défense nationale : une mise en perspective géopolitique

La sécurité alimentaire a toujours constitué un enjeu fondamental pour les peuples, bien avant qu'ils se soient constitués en sociétés politiques. Du temps de la préhistoire, les grandes migrations étaient guidées par l'impératif alimentaire, à la recherche de nourriture. Plus tard, les invasions, le colonialisme et l'ouverture des routes commerciales y trouvaient une partie de leur justification. L'agriculture était à ce point un facteur historique de puissance politique, qu'elle fut un temps considéré comme le critère déterminant de la richesse des nations (cf. physiocrates), et qu'elle donna naissance aux plus grandes politiques protectionnistes, tous secteurs confondus. Ce sont ces politiques qui permirent à la plupart des Etats des pays développés de consolider leur secteur agricole, et d'asseoir leur développement économique sur une agriculture et une sécurité alimentaire solides.

[Lire la suite](#)

Local food production not viable

Home-grown food solutions are not necessarily viable for Gulf Cooperation Council (GCC) countries due to some hard facts, namely the scarcity of fertile land and water shortages. It is believed that only 10 per cent of land in the region is arable. A significant portion of such arable land is located in Saudi Arabia.

[Lire la suite](#)

Sustainable urban agriculture: stocktake and opportunities

This paper reviews research on urban agriculture which relates to the three dimensions of sustainability: social, economic and environmental. We propose that urban agriculture has three elements: urban agriculture in isolation; its interface with the people and environment within which it is situated; and its contribution to the design of built form. Additionally, we consider its scale: micro, meso and macro. The analysis draws attention to legal, social and economic constraints and opportunities. It suggests that future priorities for research should be directed towards (i) strategically identifying principles of sustainable urban agriculture that help policy makers to design resilient cities, e.g. using flood-prone areas for food and employment, and (ii) operationally trialling

innovative institutional mechanisms, e.g. differential land taxes to support sustainable urban agriculture or payments for environmental services provided by urban agriculture such as carbon sequestration.

[L'article](#) en pdf

[HAUT DE PAGE](#)